

Mai-juin 1937 :

Contre-révolution stalinienne en Espagne

René Berthier

Mai-juin 1937 :.....	1
Contre-révolution stalinienne en Espagne.....	1
Le contexte	5
La politique de l'Internationale communiste.....	9
Une révolution que les communistes ne contrôlent pas.	10
Les événements de mai 1937.....	11
Offensive contre l'Aragon.....	19
Antifascisme ou révolution ?.....	25

L'Espagne était un terrain où l'anarchisme avait maintenu de manière permanente sa présence depuis l'implantation des sections de l'AIT par les bakouniniens, pratiquement sans discontinuer jusqu'au coup d'Etat fasciste de juillet 1936. Le mouvement libertaire y était alors présent sous la forme d'une organisation de masse qui joua un rôle déterminant dans le combat contre Franco. Le mouvement ouvrier révolutionnaire avait donc 70 ans d'expérience de lutte et d'organisation. Une révolution ouvrière et paysanne répondit au coup d'Etat en prenant en main l'ensemble de l'économie, agriculture comprise, dans les zones qui n'étaient pas occupées par les fascistes, c'est-à-dire la moitié du pays.

– Au lendemain du coup d'Etat, des centaines de milliers de travailleurs descendirent dans la rue, prirent d'assaut les casernes, distribuèrent les armes, déjouant ainsi les plans des militaires fascistes et limitant leur déferlement sur l'Espagne. Après trois ans d'une guerre acharnée, ces militaires ne purent vaincre qu'avec l'appui direct de l'Allemagne de Hitler, de l'Italie de Mussolini, le sabotage de Staline et la non-ingérence des démocraties occidentales.

– Malgré cela, l'anarcho-syndicalisme espagnol parvint à organiser presque instantanément la production industrielle et agricole socialisée dans les régions où il était implanté et qui ne tombèrent pas aux mains des franquistes, essentiellement : le Levant, la Catalogne (un des principaux centres industriels avec le Nord-Ouest) et l'Aragon où, sur une population de 433 000 habitants, dans

la zone républicaine, il y eut 200 000 paysans regroupés dans des collectivités agricoles.

L'Espagne de 1936 est le seul exemple historique du prolétariat réussissant, sous l'impulsion de la Confédération nationale du travail, l'organisation syndicale anarcho-syndicaliste, à s'opposer les armes à la main au fascisme et parvenant à organiser la production économique sur des bases libertaires.

C'est par des dizaines d'années d'expérience de la lutte au sein de la CNT que le prolétariat a pu être matériellement et idéologiquement prêt à faire face à cette situation. Les militants anarcho-syndicalistes espagnols n'avaient cessé de rappeler aux travailleurs et aux paysans qu'ils devaient un jour se battre pour défendre leurs intérêts et la cause du socialisme, et qu'ils devaient pour cela s'organiser dans leurs syndicats. Et lorsque, pour des raisons tactiques pas toujours justifiées, pour ne pas rompre une « unité antifasciste » que les autres composantes de la République bafouaient sans vergogne, la direction du mouvement libertaire tenta de freiner la collectivisation de l'économie que la classe ouvrière et la paysannerie mettaient en place, celles-ci surent résister à ces injonctions.

C'est pendant des décennies le mouvement libertaire avait expliqué qu'il faudrait prendre en mains, immédiatement, l'ensemble de la production ; qu'il fallait se préparer à cette éventualité et que l'organisation la mieux adaptée à cette tâche était l'organisation syndicale, puisque sa structure même épousait la structure de l'économie.

En Espagne, ce n'est que parce que les militants de la CNT ont réussi à organiser rapidement la production sur des bases collectivistes et libertaires que l'effort de guerre a pu être soutenu pendant près de trois années – quels que soient par ailleurs les avatars militaires de cette guerre. Sans l'organisation de masse d'un million d'adhérents que constituait la CNT, le fascisme se serait installé dans toute l'Espagne dès juillet 1936. Ce sont essentiellement ses groupes d'assaut confédéraux qui brisèrent l'élan fasciste. A ce moment-là, les effectifs communistes sont insignifiants.

Aucune des forces politiques démocratiques ou de la gauche espagnole n'aurait été en mesure de s'opposer à Franco. Et lorsque en 1939 le mouvement ouvrier espagnol sera battu, il restera encore à l'intérieur du pays des forces clandestines organisées, essentiellement anarchistes qui, pendant toute la guerre contraindront le pouvoir franquiste à conserver une intense mobilisation militaire à l'intérieur du pays. Une victoire immédiate du fascisme en Espagne, en l'absence du mouvement anarcho-syndicaliste, aurait sans doute lourdement pesé sur l'issue de la guerre mondiale qui a suivi. Franco aurait peut-être rejoint l'Axe, ce qui aurait complètement modifié le rapport des forces en Europe.

Notre propos n'est pas de refaire l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol ni celui de la guerre civile en Espagne, et encore moins de proposer un bilan définitif de l'action des anarcho-syndicalistes pendant cette période.

Dans la perspective d'un éventuel « débat » entre libertaires et communistes sur la guerre civile espagnole, si tant est qu'une telle chose est envisageable, même 70 ans après, la première difficulté sera d'établir la réalité des faits. Si on ne parle pas de la même chose et si on ne parvient pas à établir les faits, aucun débat n'est possible. Or la réalité de l'anarchisme en Espagne a été largement occultée et déformée par les communistes : lorsque, comme Jacques Duclos ¹, on réduit l'œuvre constructive de la CNT à la « nationalisation » des salons de coiffure, il n'y a plus grand chose à ajouter.

La seconde difficulté sera sans doute de se débarrasser des oripeaux de la mythologie. Les libertaires sont sans doute mieux armés pour procéder à cette tâche. Si l'œuvre des collectivisations industrielles et agricoles fait partie du fonds de commerce de la propagande libertaire concernant l'Espagne, fonds de commerce qu'il serait dommage de cacher, les anarchistes sont mieux armés pour remettre en cause l'attitude de l'appareil de direction du

¹ Secrétaire général du Parti communiste français au moment des grèves de mai 68.

mouvement libertaire espagnol dans la conduite des événements. Pour les communistes, la tâche semble plus difficile. En effet, après l'effondrement du modèle soviétique, dont les premiers frémissements ont commencé avec le « rapport Khrouchtchev » et qui s'est achevé avec la destruction du mur de Berlin, l'antifascisme est la seule bouée à laquelle les communistes d'aujourd'hui peuvent se raccrocher et la guerre d'Espagne constitue, avec la résistance soviétique au nazisme, un point central de la mythologie communiste ; comme si la « lutte héroïque des communistes espagnols contre Franco » pouvait faire oublier le goulag ou les millions de morts de la collectivisation forcée. Le discours communiste sur la guerre d'Espagne semble ignorer que la politique suivie par les communistes espagnols fut celle-là même de Staline avant le « rapport Khrouchtchev » et qu'elle doit être analysée avec les mêmes outils conceptuels que nous utilisons aujourd'hui pour analyser le système totalitaire stalinien.

La classe ouvrière espagnole a dû faire face à un coup d'Etat militaire dont les protagonistes ont assez rapidement occupé la moitié du pays, là où la CNT anarcho-syndicaliste n'était pas implantée ; mais elle a dû également faire face à Hitler, Mussolini et Staline, ainsi qu'à un gouvernement socialiste français qui refusait catégoriquement d'aider l'Espagne antifasciste. Cela fait beaucoup d'adversaires à la fois, et il est nécessaire de tenir compte de cette situation lorsqu'on veut analyser les événements.

Le contexte

Peut-on faire une révolution sociale lorsqu'on doit affronter un Franco aidé par l'Allemagne hitlérienne et par l'Italie mussolinienne, un parti communiste soutenu par Staline, et lorsque le prolétariat français est muselé par un gouvernement socialiste qui refuse catégoriquement d'aider l'Espagne antifasciste ? Une déclaration de Dolorès Ibarruri, la dirigeante communiste, faite vingt jours après le soulèvement prolétarien contre Franco, éclaire particulièrement les

rapports qui vont s'établir entre anarchistes et communistes pendant la guerre civile :

« La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui a été réalisée il y a plus d'un siècle dans d'autres pays comme la France et nous, communistes, sommes les combattants de première ligne dans la lutte contre les forces obscurantistes du passé². »

Ainsi, pendant que la CNT, soutenue parfois, selon les circonstances, par l'UGT, met en place la collectivisation de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des transports dans la moitié de l'Espagne que Franco n'a pas encore investie, les communistes vont soutenir la révolution bourgeoise et s'appuyer sur les couches sociales opposées à la collectivisation afin de remettre en place l'ordre bourgeois, au nom de l'antifascisme, mais aussi au nom d'une idée préconçue de la révolution héritée du Marx de 1848 pour qui il fallait *d'abord* faire la révolution bourgeoise avant de faire la révolution prolétarienne — même si la bourgeoisie ne voulait pas la faire...

Six mois plus tard, un autre dirigeant communiste, Santiago Carillo, renchérit dans un discours :

« Nous nous battons pour la république démocratique et nous n'avons pas honte de le dire. (...) nous nous battons pour une république démocratique, et plus encore, pour une république démocratique et parlementaire³. »

André Marty reconnaît que quelque chose d'inhabituel se passe en Espagne concernant l'organisation de l'économie. La

² Dolorès Ibarruri, *Mundo obrero*, 30 juillet 1930. Cité par Pierre Broué, *La révolution espagnole – 1931-1939*, Questions d'histoire Flammarion.

³ Santiago Carillo, discours à la conférence nationale de janvier 1937 des JSU, *En marcha hacia la victoria*. Cité par Pierre Broué, *op. cit.*, p. 140.

collectivisation mise en œuvre apparaîait en filigrane dans une déclaration qu'il fit devant le comité central du PCF réuni les 16 et 17 octobre 1936 : il y déclare :

« Il y a maintenant en Espagne 18 000 usines et entreprises qui sont, il n'y a pas de mot en français pour dire cela, "prises en main" (c'est la traduction) par les ouvriers. Elles ne sont pas réquisitionnées, elles ne sont pas nationalisées, elles sont prises en main. »

On sent qu'il y a comme un malaise. Il ne veut surtout pas dire qu'elles sont collectivisées, et pas question non plus de dire que les anarcho-syndicalistes espagnols sont derrière tout ça. Marty continue : « Maintenant, la grande majorité de l'industrie espagnole est contrôlée par les ouvriers. Il ne s'agit pas d'expropriation, mais de contrôle, ce sont des mesures de guerre... » Évoquer l'expropriation irait bien sûr à l'encontre de la position des communistes espagnols. On n'en parle donc pas, mais lorsque « la grande majorité » de l'industrie d'un pays est contrôlée par les ouvriers, de quoi s'agit-il, alors ? Comment « la grande majorité » des ouvriers espagnols ont-ils pu réussir un tel exploit ?

Comme malgré tout le dirigeant communiste ne peut totalement évacuer la présence d'anarchistes en Espagne, il lance une pique : « Quant aux anarchistes, ils veulent nationaliser même les coiffeurs, évidemment c'est idiot »⁴.

⁴ Cité par Carlos Serrano, *L'enjeu espagnol. PCF et guerre d'Espagne*. Messidor-Éditions sociales, p. 65. Jacques Duclos reprendra cette histoire de « coiffeurs » trente ans plus tard dans une lamentable brochure anti-anarchiste publiée au lendemain des grèves de mai 1968, intitulée *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui* (éditions sociales) : « Il y a une trentaine d'années on a pu voir à l'œuvre les anarchistes espagnols qui causèrent le plus grand tort à la République espagnole. Ils faisaient la preuve par leurs actes d'une méconnaissance totale des problèmes économiques, la nationalisation des petites boutiques, des salons de coiffure

Le 22 octobre 1936, cinq jours après la déclaration de Marty au comité central, la CNT et l'UGT préciseront leurs objectifs : expropriation des grands capitalistes, collectivisation de leurs entreprises, maintien des petits producteurs ⁵.

Marty s'exprime trois mois après que les travailleurs espagnols se soient soulevés contre Franco. En trois mois ils ont réussi à contrôler « la grande majorité de l'industrie », mais Marty ne dit pas comment ils ont réussi cet exploit. C'est que le Parti communiste représente des forces insignifiantes. Au début de 1936 il compte environ 3 000 membres et aux élections du Front populaire il a 16 sièges sur un total de 267 sièges pour la gauche ⁶. A titre de comparaison, la CNT avait alors 30 000 militants en prison, qui furent libérés après les élections. Pour une fois, la CNT n'avait pas donné de consigne d'abstention. On la comprend... La comparaison entre les statistiques de l'abstention entre les élections de 1933 et celles de 1936, dans des villes comme Saragosse et Barcelone où l'anarchisme était particulièrement développé, montre une baisse significative ⁷...

Comme pour le parti bolchevik après la prise de pouvoir, les effectifs du parti espagnol gonflèrent considérablement : le rapport de José Diaz pour le comité central du parti communiste (mars 1937), indique que 76 700 exploitants et métayers et 15 485

constituant pour eux une mesure révolutionnaire de première grandeur.» (p. 19.)

⁵ Cf. « Decret de collectivitzacions, conselleria d'economia, Generalitat de Catalunya, octobre 1936. » Le décret distingue « les entreprises collectivisées dans lesquelles la responsabilité de la direction revient aux ouvriers qui la composent, représentés par un conseil d'entreprise » et « les entreprises privées, dans lesquelles la direction est à la charge du propriétaire ou du gérant avec la collaboration et la supervision du comité ouvrier de contrôle ».

⁶ Cf. Boris Souvarine, *A contre-courant*, Ecrits 1925-1939, Denoël, note 12 p. 321.

⁷ Cf. C.M. Lorenzo, *loc. cit.* p. 90.

membres de la bourgeoisie ont rejoint le parti depuis le début de la guerre civile ⁸...

Solidaridad obrera, le quotidien de la CNT, indique (8 avril 1937) que le PSUC (parti communiste de Catalogne) « organisa 18 000 commerçants, artisans et industriels au sein de la CEPCI, la fédération catalane des petits commerçants et industriels. Le PSUC permit à cette dernière – dont de nombreux adhérents étaient des employeurs – de s'affilier à l'UGT catalane qu'il contrôlait. » Bollothen encore, cite le communiste Jesus Hernandez qui déclarait : « Qu'on en finisse avec les tentations des syndicats et des comités de mettre en pratique le socialisme ⁹. » Sur ces bases, le parti communiste atteignait 250 000 membres en mars 1937.

La politique de l'Internationale communiste.

Staline est surtout préoccupé de renforcer ses alliances occidentales contre l'Allemagne nazie. Il ne veut donc à aucun prix isoler l'URSS de la France et de la Grande-Bretagne. Il veut à tout prix éviter que l'Angleterre et la France ne s'entendent sur son dos. Sur le terrain, en Espagne, cela se traduit par des déclarations comme celle de Carillo :

« Nous combattons sincèrement pour la république démocratique, parce que nous savons que si nous commettons l'erreur de combattre en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays – et même pour une période relativement éloignée après la victoire – nous donnerions la victoire au fascisme ; nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde, qui ont déjà dit explicitement

⁸ Bollothen Burnett, *La Révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, 1977, Ruedo iberico.

⁹ *Ibid*

que dans la situation européenne actuelle ils ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays¹⁰. »

La première remarque qu'on pourrait faire est que les libertaires, hégémoniques dans la classe ouvrière, n'avaient aucunement l'intention d'instaurer une « dictature du prolétariat » et que, à la date des propos prononcés par Carillo, ils avaient déjà mis en place la collectivisation de l'économie sans faire de « Saint-Barthélemy de propriétaires », pour reprendre les termes de Proudhon.

La seconde remarque est que personne ne pouvait prendre au sérieux le fait que les communistes aient pu renoncer à instaurer la « dictature du prolétariat » en Espagne s'ils en avaient eu les moyens.

La troisième remarque est que les « envahisseurs fascistes » vinrent de toute façon, sous la forme de l'appui que l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne donnaient à Franco ; quant aux « gouvernements bourgeois démocratiques du monde », leur intervention était elle aussi déjà effective, sous forme de non-intervention. En somme ils appliquaient très efficacement le principe taoïste : « ne rien faire, c'est faire. »

Donc, si on élague toute la partie non pertinente de l'argumentation de Carillo, il reste le non-dit : la révolution en Espagne ne figure pas dans le programme de l'Internationale communiste.

Une révolution que les communistes ne contrôlent pas.

Si la politique du Komintern est la principale explication de l'attitude des communistes espagnols, il serait naïf d'imaginer que Staline ait pu un instant renoncer à jouer aucun rôle dans le cours des événements. Il y avait cependant deux obstacles : *a*) une révolution sociale était en train de se dérouler que les communistes ne contrôlaient pas : il fallait donc la liquider ; *b*) la base sociale du parti

¹⁰ Cité par Pierre Broué, *La révolution espagnole – 1931-1939*, Questions d'histoire Flammarion, p. 140.

communiste était insignifiante en 1936, le marxisme, malgré les efforts de Lafargue et d'Engels du temps de l'AIT, n'ayant jamais réussi à contrer l'influence bakouninienne ; il fallait donc se constituer une base sociale, et ce n'était possible qu'en dehors de la classe ouvrière.

Pour surmonter ces obstacles, le parti communiste investira les appareils de pouvoir et les organisations de masse déjà existantes. Il conditionnera les livraisons d'armes soviétiques à des contreparties politiques : nominations à des postes dans l'appareil d'Etat, etc. Il se constituera une base sociale dans les couches de la population que ni la CNT ni l'UGT n'organisent. La défense de la propriété privée sera le pivot de sa politique.

Toute l'activité du parti communiste espagnol se concentra autour de la liquidation de tous les acquis révolutionnaires que la classe ouvrière avait mis en œuvre.

Investi dans les appareils de pouvoir, défenseur ostensible de la propriété et de l'ordre républicain, le Parti communiste voit dès lors ses effectifs gonfler, mais c'est un gonflement dont le caractère circonstanciel apparaîtra plus tard lors de la défaite.

Les événements de mai 1937

Les événements de mai 1937 à Barcelone sont exemplaires à plus d'un titre du sabotage délibéré d'une révolution sociale par Staline et ses représentants en Espagne ¹¹.

Il était vital de liquider le mouvement anarcho-syndicaliste. Mais celui-ci avait impulsé un vaste mouvement de collectivisations dans l'industrie, les transports, l'agriculture, et il était trop puissant, trop populaire pour être attaqué de front. Il fallait commencer par l'isoler en s'en prenant au POUM, petit parti marxiste mais qui était sur des

¹¹ Cf. René Berthier, « Mai 1937 contre-révolution stalinienne à Barcelone », *le Monde libertaire*, numéro hors-série, juillet 1997.

positions révolutionnaires, dans lequel se trouvaient quelques trotskistes¹².

En Allemagne, Staline avait fait le lit du nazisme en sacrifiant le parti communiste allemand pour liquider la social-démocratie. Staline menait une campagne contre les « hitléro-trotskistes » ; le POUM fut donc dans la ligne de mire des communistes espagnols, qui exigeaient de façon lancinante sa dissolution. Ils firent en sorte d'éliminer André Nin¹³ du gouvernement de la généralité de Catalogne, le 13 décembre 1936, avec sinon la complicité, du moins l'accord de la direction de la CNT, qui ne sembla pas se rendre compte que cela, ajouté à d'innombrables autres manœuvres, contribuait à isoler la Confédération chaque fois un peu plus et à la rendre plus vulnérable face au stalinisme.

¹² Le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste), fondé en 1935, avait entre 3 et 5 000 adhérents avant la guerre civile. Qualifié à tort de trotskiste, y compris par les trotskistes d'aujourd'hui (qui se l'ont un peu récupéré, surtout depuis le film de Ken Loach), il avait rompu avec Trotski et la IV^e Internationale. L'attitude de la CNT par rapport au POUM s'explique en partie parce que les relations entre les deux organisations n'avaient jamais été bonnes, Joaquin Maurin ayant accusé la Confédération de tous les maux.

¹³ Andreu Nin (1892-1937). Lors du 2^e congrès de la CNT en 1919, il défendit l'intégration de la confédération dans Troisième Internationale. Il devint secrétaire du Comité National de la CNT, en remplacement d'Evalio Boal, assassiné. En 1921 il est désigné comme délégué pour assister au troisième congrès de la Troisième Internationale et au congrès fondateur de l'Internationale Syndicale Rouge. Malgré ses efforts, la CNT décide de ne pas adhérer à l'ISR. Il vit ensuite à Moscou, faisant partie de l'entourage de Trotsky. Il doit quitter l'Union soviétique en 1930. Il rompt avec Trotsky et participe à la formation du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) en 1935. Il devient, après la victoire électorale du Front populaire, conseiller de justice de la Généralité de Catalogne, mais sous la pression des staliniens le poste lui est retiré. Après les événements de mai 37 à Barcelone, Nin est dénoncé par André Marty et arrêté par la police politique aux mains des communistes. Il est torturé et finalement assassiné le 20 juin 1937 à Alcalá de Henares, sous les ordres du général Orlov.

Les communistes avaient déjà réussi à éliminer les militants du POUM de toute responsabilité dans l'UGT : or celle-ci était, avant sa prise en main par les staliniens en Catalogne, un allié naturel de la CNT... à condition qu'il y eût dedans des éléments suffisamment radicaux pour favoriser cette alliance. Ainsi, lorsque la CNT obtint que les deux partis marxistes se retirent de la généralité en laissant la place à la seule UGT, c'est en fait le parti communiste qu'elle trouve face à elle. L'UGT était littéralement devenue l'organisation de la petite-bourgeoisie et du patronat ¹⁴.

Les événements de mai 37 sont donc exemplaires de l'incompréhension de la direction confédérale à saisir les rapports de forces, à comprendre la nature réelle du stalinisme et son rôle contre-révolutionnaire, *alors que la masse des travailleurs soutenait la CNT*.

Les communistes espagnols représentaient peu de chose avant la guerre civile, et ne purent se développer qu'en attirant à eux la paysannerie aisée opposée à la collectivisation, la petite-bourgeoisie, beaucoup de fonctionnaires de police, des militaires. L'épine dorsale du mouvement communiste espagnol, soutenu par Moscou, offrait son expérience organisationnelle à des couches sociales dont les intérêts coïncidaient, à ce moment-là, avec les intérêts de la politique internationale de Staline. Ce dernier ne pouvait accepter l'idée d'une révolution prolétarienne se développant en dehors de son contrôle et sur des bases radicalement différentes de la révolution russe. En participant au gouvernement et en pratiquant le noyautage des instances de pouvoir, les communistes acquièrent donc une puissance hors de proportion avec leur base sociale. Les communistes, soutenus par la petite-bourgeoisie nationaliste catalane, s'exprimaient ouvertement contre les collectivisations – ce qui est un paradoxe curieux, sachant qu'en Russie ils avaient imposé la collectivisation forcée de l'agriculture avec la violence la plus inouïe, faisant des millions de morts...

¹⁴ Il y eut même des grèves opposant des ouvriers de la CNT et leur patron de l'UGT, ou des affrontements armés entre paysans collectivistes de la CNT et des petits propriétaires de l'UGT...

En octobre 1936, un communiste est nommé ministre du ravitaillement, poste précédemment tenu par un anarchiste. Les comités ouvriers de ravitaillement, mis en place par les anarchistes, et qui fonctionnaient efficacement, sont dissous. La distribution de l'alimentation, assurée par le système de la vente directe des produits organisés par les comités des syndicats, est remise au commerce privé. Les prix augmentent, provoquant la pénurie. Le mécontentement de la population monte, mais les communistes accusent les anarchistes.

Les forces de police – garde civile et gardes d'assaut – avaient été dissoutes et remplacées par des « patrouilles de contrôle ». Mais la police sera rapidement reconstituée, contrôlée par les staliniens. Le même processus s'était passé, le 10 octobre 1936, avec la militarisation des milices, dont les communistes étaient de chauds partisans. *La Batalla* du 1^{er} mai 1937 décrit la composition sociale et le mode de recrutement de la police contrôlée par les communistes :

« ... ils ont concentré en Catalogne une partie de la formidable armée de carabiniers, qui avait été créée dans des buts contre-révolutionnaires, en la recrutant parmi les éléments du parti communiste dépourvus d'éducation politique, parmi les ouvriers n'appartenant à aucune idéologie, et même parmi les petits-bourgeois déclassés, ayant perdu toute confiance dans le rétablissement de leur position... »

Une offensive est lancée contre la liberté d'expression. La censure devient de plus en plus importante, y compris la censure politique. Un meeting CNT-POUM est interdit le 26 février 1937 à Tarragona. Le 23 juin 1937 un décret est publié « dont le texte était à la fois assez vague et assez précis pour permettre de réduire à l'impuissance, voire de liquider tous les opposants au gouvernement Negrin »¹⁵. Ce décret n'avait pas été approuvé par le Parlement, dont Ibaruri et Carillo avait fait la promotion moins d'un an auparavant.

¹⁵ Julian Gorkin, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Belfond, p. 141

En outre ce décret avait un caractère rétroactif. Une ordonnance du 14 août interdit de critiquer l'URSS. La dictature du prolétariat que Carillo affirmait ne pas vouloir instaurer devenait la dictature du parti communiste.

Le 26 mars 1937 les libertaires s'opposent à un décret qui dissout les patrouilles de contrôle, qui interdit le port d'armes par les civils et l'affiliation politique ou syndicale des gardes et des officiers de police, et qui dissout les conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui équivalait à la liquidation du pouvoir réel de la Confédération, élément moteur des milices, maîtresse de la rue et des usines. De fait, les patrouilles de contrôle ne rendent pas leurs armes, au contraire, les militants sortent dans la rue et désarment les forces de police régulières, qui résistent ; des coups de feu sont échangés. La mesure de suppression des patrouilles de contrôle avait été prise en accord avec les conseillers anarchistes de la Généralité, qui furent critiqués par leur base et retirèrent leur appui au décret. La crise sera résolue par la formation d'un nouveau gouvernement, identique au précédent. Les affrontements armés continuent.

La provocation du 3 mai 1937 fut donc l'aboutissement d'une longue série d'escarmouches dont l'objectif était, pour les staliniens, la liquidation de la révolution sociale, la liquidation des libertaires comme force hégémonique dans la classe ouvrière catalane, la restauration du pouvoir de la bourgeoisie dûment « drivée » par les conseillers techniques du GPU¹⁶.

Que se passa-t-il ce jour-là ? Le lundi 3 mai 1937 la police communiste tente de prendre le contrôle du central téléphonique de Barcelone, qui est sous contrôle CNT-UGT, mais dont la majorité des employés est à la CNT.

Les miliciens présents se saisissent de leurs armes et résistent violemment, avec succès. Une heure plus tard les miliciens de la FAI

¹⁶ L'« aide » soviétique, payée au prix fort par les républicains espagnols, était conditionnée à la présence de « conseillers » militaires soviétiques qui installèrent une tchéka qui procéda à l'exécution d'innombrables militants révolutionnaires.

et des membres des patrouilles de contrôle arrivent en renfort. Les usines s'arrêtent. Les armes sortent des cachettes. Les barricades s'élèvent. L'insurrection s'étend à toute la ville. Le gouvernement – avec ses représentants anarchistes ! – est en fait assiégé par la force populaire. Il s'agit d'une authentique riposte spontanée à une provocation stalinienne. Le comité régional de la CNT et de la FAI se contente d'exiger la destitution de Rodriguez Sala, communiste, commissaire à l'ordre public de Barcelone. Comme si Sala pouvait être quoi que ce soit en dehors des forces qui se trouvaient derrière lui.

Comme le 19 juillet 1936 lorsque les fascistes ont tenté de prendre le pouvoir, ce sont, à la base, les comités de défense confédéraux CNT-FAI qui organisèrent la contre-offensive populaire, mais cette fois *contre l'avis de la direction de la CNT*.

Le lendemain, mardi 4 mai, la bataille fait rage toute la journée. La rapidité de la réaction des miliciens de la CNT-FAI et du POUM contre la police a été stupéfiante, autant qu'a été terrible l'acharnement de la police noyauté par les communistes.

Cette crise révèle un conflit aigu à l'intérieur même du camp républicain. Le sort de la révolution sociale était en jeu. Pendant que les prolétaires se battent dans la rue contre la réaction intérieure au camp républicain, les états-majors marchandent : il faut former un nouveau gouvernement. Les dirigeants de l'UGT et de la CNT appellent à cesser le feu. Les ministres anarchistes appuient cette initiative, mais Companys, président de la généralité, refuse de renvoyer Rodriguez.

Garcia Oliver, ministre anarchiste du gouvernement central, dirigeant de la CNT mais aussi de la FAI¹⁷, fait un discours ridicule au nom de l'unité antifasciste, appelle à déposer les armes : « tous

¹⁷ Il est de coutume d'accuser la CNT de « trahison » parce que cinq de ses dirigeants ont participé au gouvernement. Ceux qui portent cette accusation sont souvent des gens qui sont sur les positions les plus radicales, mais ils oublient que ces « ministres » anarchistes étaient tous de la FAI. Alors : est-ce la CNT, ou la FAI, qui a participé au gouvernement ?

ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères, je m'incline devant eux et je les embrasse. Oliver accrédite ainsi l'idée que la bataille qui a eu lieu n'était qu'un accident de parcours dans le camp républicain, alors qu'elle était un authentique combat de classe, le projet des communistes étant de rétablir tous les attributs de l'ordre bourgeois : propriété privée, pouvoir centralisé, police, hiérarchie. Il évacue l'objectif de cette bataille, qui se résumait dans l'alternative : poursuite de la révolution sociale ou restauration de l'Etat bourgeois.

Dans la nuit du 4 au 5 mai, les marchandages au palais de la généralité continuent. Les communistes veulent grignoter un peu plus de pouvoir aux comités ouvriers et doivent affronter les travailleurs en armes. Leur objectif : écraser définitivement la révolution.

Les dirigeants anarchistes sont dépassés par les événements. A la radio, ils se succèdent tous pour appeler les combattants à déposer les armes : Garcia Oliver, Federica Montseny, tous deux CNT et FAI, et les autres. Companys exige comme préalable à tout accord que les travailleurs se retirent de la rue.

Le lendemain, mercredi 5 mai, la bataille est plus violente encore que la veille. La Gare de France, occupée par les anarchistes, est prise par la garde civile ; les employés de la centrale téléphonique se rendent aux gardes d'assaut.

Le gouvernement catalan démissionne. *Les divisions anarchistes du front proposent de venir à Barcelone, mais le comité régional de la CNT leur annonce qu'on n'a pas besoin d'elles...* Le soir, de nouveaux appels demandent aux ouvriers de quitter les barricades et de rentrer chez eux. Le mécontentement grandit dans les rangs de la cnt-fai. De nombreux militants déchirent leur carte.

Une partie importante des jeunesses libertaires, de nombreux comités et groupes de base dans les entreprises et les quartiers s'opposent à l'attitude conciliatrice et à courte vue de la direction du mouvement libertaire catalan. Les Amis de Durruti proposent la formation d'une junte révolutionnaire qui devait remplacer la généralité. Le POUM devait être admis dans cette junte « car il s'est

placé du côté des travailleurs ». Ils réclament la socialisation de l'économie, la dissolution des partis et des corps armés qui ont participé à l'agression, le châtement des coupables. Ces positions sont dénoncées par le comité régional de la CNT. Le groupe sera plus tard exclu de la CNT.

Les Amis de Durruti n'étaient pas, malgré leur nom, des survivants des groupes Los Solidarios ou Nosotros dont Durruti avait fait partie. C'était un petit groupe formé d'irréductibles hostiles à la militarisation des milices, à la participation de la CNT au gouvernement, et dirigé par les Faïstes¹⁸ Carreno, Pablo Ruiz, Eleuterio Roig et Jaime Balius. Accusé d'être à la traîne du POUM et d'être constitué d'anarchistes bolchevisés, ce groupe eut un faible impact et son existence fut courte, car il ne se manifeste plus après l'été 37. Cela ne retire rien au fait que *certaines* (pas toutes, loin s'en faut) des positions qu'il prit à *un certain moment* aient pu être dignes d'être prises en considération. Les critiques qu'il faisait à l'encontre de l'appareil dirigeant de la CNT n'étaient en effet pas infondées. Par exemple, le Comité national de la CNT, lors d'une conférence des délégués le 28 mars 1937, demanda la soumission de tous les organes de presse de la Confédération aux directives du Comité national. La proposition ne fut adoptée qu'à une voix de majorité. La minorité décida de ne pas tenir compte du vote. Il est incontestable qu'il s'était développé une couche de dirigeants spécialisés à la CNT, sans aucun contrôle de la base, et une hiérarchisation autoritaire de l'organisation, y compris à la FAI.

La direction du POUM dans cette affaire n'est elle-même pas exempte de critique. Andrés Nin tente de freiner l'ardeur des militants ; un curieux appel du comité exécutif du POUM propose à la fois de se débarrasser de l'ennemi et d'amorcer une retraite.

Le 5 mai aura été le point culminant de la bataille. Le matin, le gouvernement est démissionnaire, le soir il se reforme. Berneri, une

¹⁸ Membres de la FAI, Fédération anarchiste ibérique.

des figures de l'opposition révolutionnaire, est assassiné par les communistes, ainsi qu'un autre militant anarchiste italien, Barbieri.

Le matin du 6 mai, on constate un certain flottement chez les combattants, déçus et désorientés par l'attitude de la direction régionale de la CNT. Bientôt les barricades abandonnées sont réoccupées. La direction de la CNT renouvelle ses appels au calme. La lutte est terminée mais personne ne retourne au travail, les combattants restent sur place. Dans la nuit du 6 au 7 mai, les dirigeants de la CNT-FAI réitèrent leurs propositions : retrait des barricades, libération des prisonniers et des otages. Le matin du 7, le gouvernement accepte les propositions de cessez-le-feu.

L'échec du mouvement insurrectionnel marquera le début d'une régression terrible des acquis des premiers mois de la révolution. L'emprise du stalinisme, s'appuyant sur les couches sociales les plus hostiles à la révolution dans le camp républicain, s'affirmera. Les assassinats de militants révolutionnaires par les staliniens redoubleront.

Offensive contre l'Aragon

L'affaire du central téléphonique fut presque aussitôt suivie de la tentative de liquidation des collectivités agraires en Aragon, où des fédérations de collectivités agraires s'étaient créées. En juin 1937 un plénum des fédérations régionales de paysans s'était tenu. Son objectif : la coordination et l'extension du mouvement collectiviste ; assurer une distribution équitable des produits de la terre, pas seulement entre les collectivités mais pour tout le pays. Le maintien des collectivités était le seul moyen d'empêcher la pénurie de nourriture dans les villes et la flambée des prix ¹⁹.

¹⁹ « Les villages aragonais se dépensaient sans compter et avaient à cœur de remettre ce qu'il y avait de meilleur pour les miliciens. Et tant pour les vêtements que pour la nourriture, il y avait plus que le nécessaire ». Ramon Rufat, *Espions de la République*, éditions Allia, p. 57. Ramon, militant de la CNT, faisait partie des services de renseignement de la République espagnole. Cette citation met en relief la différence capitale qui existait

Les 14 et 15 février 1937 s'était tenu le congrès constitutif de la fédération régionale des collectivités « qui allait permettre l'expansion et la coordination de l'économie, et cela au moyen de l'établissement de statistiques, de l'organisation d'équipes de travail, de l'aide aux cantons les plus pauvres, de l'affectation de techniciens compétents pour l'enseignement et la culture et de l'élevage, de la création d'un fonds régional pour échanges avec l'extérieur, de l'approvisionnement des fronts, de l'envoi des excédents à l'intendance générale, de l'augmentation de la production, etc.²⁰ » On comparera utilement l'efficacité avec laquelle la production agricole fut organisée dans le cadre collectivisé par les anarchistes avec l'incurie incroyable avec laquelle le même problème fut abordé par les bolcheviks, le summum de leur créativité en la matière se réduisant à créer des « comités de paysans pauvres » opérant des razzias dans les campagnes et qui se livrèrent à tant d'excès que le VI^e congrès des soviets (6-9 novembre 1918) dut les dissoudre en tant qu'organismes d'Etat. La stratégie bolchevik dans le monde paysan se réduisait à cette déclaration de Lénine : « On nous accuse d'avoir introduit la guerre civile dans les villages. Nous serions plutôt disposés à nous en vanter »²¹.

entre la situation en Espagne et celle qui avait existé en Russie pendant la révolution.

²⁰ Félix Carrasquer, *Les collectivités d'Aragon, Espagne 36-39*, éditions CNT-Région parisienne. Félix Carrasquer avait connu les camps de l'exil d'Argelès et du Vernet, dont il s'évada pour rentrer clandestinement en Espagne en 1943 en tant que membre du comité régional CNT de Catalogne. Il est arrêté une première fois en 1944, puis de nouveau en 1947 et condamné à 25 ans de prison, mais libéré au bout de douze ans. La page 4 de couverture du livre se trompe en disant que Félix « se fixe définitivement à Barcelone en 1980 » car je le rencontrai dans sa maison du Tibidabo où il vivait avec sa compagne, Mati Escuder, dans le cadre d'un voyage que je fis avec Jacky Toublet pour le Syndicat des correcteurs CGT, en 1973 ou 1974.

²¹ Cf. René Berthier, *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, éditions CNT-région parisienne, II. La question paysanne.

C'est au nom de la défense de la propriété privée que la 11^e division du commandant communiste Enrique Lister, appuyée par des chars, secondée par la 27^e division « Karl-Marx », entre en Aragon pendant l'été 1937 et tente de liquider par la terreur les collectivités agricoles libertaires pour les remettre aux anciens propriétaires ²² : 30 % des collectivités furent ainsi détruites. Le coup porté contribua grandement à la rupture du front quelques mois plus tard. Des attaques identiques furent portées contre les collectivités du Levant et de la Castille.

Plutôt que de se battre sur le front, les troupes communistes « semèrent la terreur dans l'arrière aragonais, non loin des fronts où les divisions confédérales 25, 26, et 28 ²³ contenaient l'ennemi. On procéda à l'occupation militaire des villages et à l'assaut des locaux de la CNT-FAI et des Jeunesses libertaires, ainsi qu'à la destruction des collectivités et à la dissolution des conseils municipaux ²⁴. »

C'est Lister lui-même qui explique le plus clairement le sens de sa mission : convoqué par Indalecio Prieto, le ministre de la défense, il le rencontre le matin du 5 août 1937 :

« Il m'expliqua que le Gouvernement avait décidé de dissoudre le Conseil d'Aragon mais qu'il craignait que les anarchistes refusent d'obéir à cet ordre et comme, en plus des forces de police du Conseil, ils avaient là-bas trois divisions de l'Armée, il avait proposé au Conseil des Ministres et celui-ci l'avait accepté, d'envoyer là-bas une force militaire capable d'assurer l'accomplissement de la décision gouvernementale. [...] Il me déclara qu'il n'y aurait aucun ordre écrit pour la mission dont on me chargeait, ni communiqués sur l'accomplissement de celle-ci ; qu'il s'agissait d'un secret entre le Gouvernement et moi, que je devais liquider sans hésitations, ni démarches bureaucratiques ou légalistes, tous ceux que je considérerais utile

²² Cf. Gaston Leval, Espagne libertaire 36-39, éditions du Cercle et de la Tête de feuilles, chapitre II « La socialisation agricole », pp. 181-238.

²³ C'est-à-dire celles de la CNT.

²⁴ F. Carrasquer, *op. cit.*

de liquider, que j'avais derrière moi tout le Gouvernement ²⁵. »
(*Je souligne.*)

En d'autres termes, la République espagnole donna carte blanche à un officier communiste pour liquider les collectivités constituées à l'initiative des anarchistes, avec garantie d'impunité.

La direction de la CNT, malgré l'indignation des ses hommes qui tenaient le front d'Aragon, refuse d'intervenir, pour ne pas risquer de déclencher une guerre civile dans la guerre civile. Ainsi put-on lire le 2 juin 1937 dans *Fragua social* de Valence :

« Une vague de sang et de terreur a désolé les villages catalans, déclare le CN de la CNT [...] Notre mouvement libertaire s'est tu... non par lâcheté, mais par discipline et sens des responsabilités [...] il a supporté avec un stoïcisme sans égal les attaques contre les collectivités, contre l'œuvre constructive du prolétariat ²⁶. »

Les anarchistes du front d'Aragon auraient aisément liquidé la division de Lister, mais en faisant cela ils auraient ouvert une brèche aux troupes de Franco. Une répression terrible s'abattit sur les paysans aragonais, dont beaucoup s'enfuirent en Catalogne. De nombreux militants disparurent, engloutis dans les geôles du GPU ²⁷.

²⁵ Enrique Lister, *Nuestra Guerra*, éditions Ebro, Paris, p. 152.

²⁶ Cité par Bolloten, *op. cit.* p. 509.

²⁷ « Le GPU avait ses propres prisons spéciales. Il procédait à des assassinats et à des kidnappings. Il tuait dans des geôles cachées et faisait des raids volants. Le ministre de la Justice n'avait aucune autorité sur le GPU. C'était un pouvoir devant lequel même certains des plus hauts officiers du gouvernement Caballero tremblaient. L'Union soviétique semblait avoir une emprise sur l'Espagne loyaliste, comme si elle était déjà une possession soviétique. » (Krivitsky, Walter G. (2000). *In Stalin's Secret Service: Memoirs of the First Soviet Master Spy to Defect*. Enigma Books.) Krivitsky savait de quoi il parlait. Il avait été le chef des services de renseignement soviétiques pour l'Europe occidentale. Lorsque Staline

L'affaire se régla de la manière la plus ironique : l'occupation militaire de l'Aragon par les communistes aboutit à ce que les paysans dépouillés des collectivités qu'ils avaient bâties refusaient de travailler pour les propriétaires à qui les communistes avaient rendu leurs biens. La récolte semblait compromise. Vicente Uribe, ministre communiste de l'Agriculture, dut faire marche arrière : les collectivités furent reconstituées pour sauver la récolte.

L'ironie de l'histoire est que Indalecio Prieto, le ministre socialiste de la Défense, celui-là même qui a ordonné à Lister de liquider les collectivités d'Aragon, fut finalement écarté de son poste en avril 1938. Il fit, le 8 août, un rapport devant le conseil national du Parti socialiste ouvrier espagnol, dans lequel il déclare :

« Je me borne aujourd'hui à enregistrer le fait qu'en 1936 le communisme espagnol était une force insignifiante et que celle-ci s'accrut prodigieusement pendant la guerre. En dernier lieu, la plupart des commandements militaires étaient assumés par des communistes, et les principaux ressorts du pouvoir se trouvaient entre leurs mains. Comment ce phénomène put-il se produire ? Grâce à un système de coaction graduée entre le profit personnel pour celui qui se soumettait et l'assassinat pour celui qui se révoltait²⁸. »

Les marxistes révolutionnaires ont reproché aux anarchistes de ne pas avoir pris le pouvoir et liquidé les communistes. La preuve *a posteriori* que les anarchistes auraient pu le faire sans difficulté dès mai 37 se trouve dans les événements de mars 1939, à Madrid, lors desquels la CNT réalisa ce qu'elle aurait peut-être dû faire dès le début. Le 2 mars, Negrin fait un véritable coup d'Etat et met des communistes à tous les commandements militaires importants. La

commença ses grandes purges, en 1936, et que son ami Ignace Reiss fut assassiné par le KGB en 1937, il s'échappa au Canada. Il fut suicidé au Bellevue Hotel de Washington le 10 février 1941.

²⁸ Boris Souvarine, *A contre-courant*, Ecrits 1925-1939, Denoël, note 12 p. 321.

CNT décida alors de régler ses comptes avec le stalinisme en écrasant les troupes communistes.

« La bataille commença le 5 mars à l'aube entre les corps d'armée I, II et III que commandaient les communistes et le corps d'armée IV contrôlé par les libertaires sous les ordres de Cipriano Mera. Elle ne se termina que le 12 mars par la défaite des communistes. Plusieurs milliers d'hommes payèrent de leur vie cet affrontement ²⁹. »

La composition sociale du parti communiste espagnol est bien décrite dans ces propos de C. M. Lorenzo : « Il semble qu'il se produisit alors un véritable effondrement du Parti communiste. La masse innombrable de gens qui avaient adhéré à ce parti par haine de la Révolution, par peur, par amour de l'«ordre», par opportunisme politique, par arrivisme, n'avait aucune formation idéologique véritable, aucune connaissance du marxisme. Tous ces gens

²⁹ *Ibid*, p. 326. Cf. également : Cipriano Mera, *Rivoluzione armata in Spagna. Memorie di un anarco-sindicalista*, La Fiaccola, 1978. Le hasard veut que je ne dispose que de la version italienne du livre. Le IV^e corps d'armée de Mera comportait 150 000 hommes ; les trois corps d'armée communistes 350 000. Selon des témoignages de vieux camarades qui ont vécu les événements, tous les officiers communistes au-dessus du grade de sergent furent exécutés. Mera ne confirme pas ce fait dans son livre. L'état-major du parti communiste, Dolorès Ibarruri en tête, s'enfuit en avion le 7 mars, au milieu de la bataille.

Lorsque je rencontrai Cipriano Mera, au début des années 70, j'étais un jeune blanc-bec et lui un vieil homme, mais il était resté impressionnant par sa prestance. Il faisait partie de ces militants espagnols qui parlaient à peine le français, même quarante ans plus tard, et qui avaient organisé toute leur existence sur un hypothétique retour en Espagne pour reprendre le combat. Seule une minorité de militants de la CNT avaient décidé de s'intégrer dans le mouvement ouvrier français et d'y mener leur combat syndical. La plupart des anarcho-syndicalistes espagnols considéraient avec une certaine ironie le mouvement syndical français. C. Mera mourut à Paris en 1975 quelques semaines avant Franco.

abandonnèrent le Parti dès qu'ils le virent en mauvaise posture et les communistes se retrouvèrent tels qu'ils étaient au début de la Guerre civile, une poignée de cadres sans prise réelle sur la population. Le Parti communiste eut à la faveur des circonstances un gonflement absolument artificiel ; ce fut un organisme monstrueux aux pieds d'argile³⁰. »

Antifascisme ou révolution ?

La révolution espagnole n'était pas la révolution russe. On peut considérer cette dernière comme l'ultime révolution du XIX^e siècle en termes de moyens techniques mis en œuvre. La révolution espagnole a été la première du XX^e siècle, avec l'utilisation des blindés, de l'aviation, de la radio, etc. Elle a été le terrain d'entraînement de l'Allemagne hitlérienne pour la Seconde guerre mondiale.

Dans la Russie de 1917, après trois années d'une guerre terrible, l'Etat était en totale déliquescence, toutes les forces sociales opposées à la révolution étaient en état de dissolution. C'est cette situation qui a permis à un petit groupe d'hommes – quelques milliers en 1917 – mieux organisés et plus décidés que les autres, de prendre le pouvoir.

L'Allemagne de l'après-guerre ne présentait pas du tout la même situation qu'en Russie. Malgré la défaite, la société n'était pas en déliquescence. Un petit groupes d'hommes organisés et décidés n'aurait pas pu réussir ce que les bolcheviks ont réussi. Herman Gorter avait compris cela, lorsqu'il tentait d'expliquer à Lénine que des différences considérables séparaient l'Europe de l'Est de l'Europe de l'Ouest et que cela devait conduire à des stratégies différentes. Mais, dit Gorter à son interlocuteur, « vous n'en avez pas tiré les conclusions pour la tactique en Europe occidentale (...). Vous avez laissé ces conclusions hors de considération, et, à cause de cela, votre jugement sur la tactique en Europe occidentale est faux. »

³⁰ C. M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 327.

La spécificité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale est son nombre, il constitue une masse organisée. C'est pourquoi il se caractérise par « l'importance supérieure de la masse et la moindre importance relative des chefs ». En outre, le système capitaliste y est beaucoup plus fort, il dispose d'une puissance inégalée :

« ...la société et l'Etat moderne ouest-européens (et américains) forment un grand tout structural jusque dans ses branches et ses rameaux les plus éloignés, et qui est dominé, mis en mouvement et réglé entièrement par le capital financier ; que la société est ici un corps organisé, organisé suivant le mode capitaliste, mais organisé quand même ; que le capital financier est le sang de ce corps, qui coule dans tous les membres et les nourrit ; que ce corps est une unité organique et que toutes ses parties doivent à cette unité leur extrême vitalité, de sorte. que toutes lui restent attachées jusqu'à la mort réelle.

Face à cette puissance, le prolétariat est seul. « Cette puissance, cette souplesse, ce soutien mutuel de toutes les classes, sont capables de subsister longtemps encore lorsque la révolution aura éclaté. » Il en résulte, avertit Gorter, que « si vous ne changez pas cette tactique, vous ne pourrez pas conduire la révolution Ouest-européenne ». Il faut en conclure, dit Gorter, « que ni vous, ni l'exécutif de Moscou n'êtes en état de mener la révolution ouest-européenne et, par conséquent la révolution mondiale, si vous persistez dans cette tactique. »

Quoi qu'en disent ceux qui tendent à mythifier la révolution allemande, celle-ci s'est déroulée dans un contexte où l'écrasante majorité du prolétariat restait organisé dans ses organisations traditionnelles, réformistes.

La société espagnole ne présentait pas non plus ce caractère de déliquescence. Les forces sociales en présence étaient précisément caractérisées et ancrées dans leur mode de vie. La bourgeoisie espagnole, et en particulier la bourgeoisie catalane, était puissante, influente. Des classes intermédiaires faisaient tampon et épousaient

d'autant plus les idées de la classe dominante qu'elles craignaient la prolétarianisation. Une telle situation n'existait pas en Russie. Mais à la différence de la situation en Allemagne, une partie importante du prolétariat était organisé dans une confédération syndicale révolutionnaire.

La révolution russe a eu lieu à une période d'effondrement général, où les puissances, au plan international, susceptibles de la combattre étaient elles-mêmes épuisées par quatre années d'une guerre terrible. La révolution espagnole au contraire a eu lieu à une période de montée en puissance de forces réactionnaires d'une puissance jamais vue – le nazisme en Allemagne, le fascisme mussolinien, qui ont soutenu sans réserve de ses armes le fascisme espagnol.

L'écrasement de trois corps d'armée communistes en mars 1939 montre que si les libertaires l'avaient décidé, ils auraient pu aisément liquider les communistes en mai 37 au moment de l'affaire du central téléphonique de Barcelone, ou en août lorsque Lister entreprit de détruire les collectivités aragonaises. Le comité régional catalan, dans une certaine mesure, avait raison de dire qu'il n'avait pas besoin de dégarnir les divisions anarchistes du front. En mai 1937, les miliciens de Barcelone et de la région, les ouvriers insurgés, les comités de défense des faubourgs auraient largement suffi à la tâche. Mais la situation se serait limitée à la Catalogne, car à Madrid la CNT ne dominait pas. Un coup de force signifiait une guerre civile dans la guerre civile, dans des conditions tout à fait différentes de celles de la révolution russe.

La direction de la CNT ne voulait pas risquer de se retrouver seule face à trois adversaires, les fascistes d'un côté, les républicains et les communistes de l'autre, sans compter l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Par ailleurs, spéculer sur un phénomène d'entraînement dans la classe ouvrière espagnole qui, dans un grand élan d'enthousiasme, aurait soutenu les libertaires catalans, était un risque que la Confédération n'a pas voulu prendre. L'Espagne aurait

éclaté en plusieurs blocs antagonistes, devenant une proie facile pour les franquistes.

Helmut Wagner, l'auteur des *Thèses sur le bolchevisme*, fut un des rares marxistes révolutionnaires à être capable de dépasser un point de vue dogmatique et de constater ce qui se passait dans la réalité. Il évoque en avril 1937 « la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition face au reste du monde »³¹. Très critique vis-à-vis de l'anarcho-syndicalisme, il écrivit en avril 1937 que les ouvriers espagnols devaient accepter les armes de l'étranger « pour sauver leurs vies » ce qui, sous la plume d'un militant de l'ultra-gauche, révèle un souci inhabituel du paramètre humain : « Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies ; ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat de cette lutte sera le socialisme ou le capitalisme ; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. » Une telle approche est tout à fait inhabituelle chez les militants de ce courant, habitués à appliquer en toute circonstance une analyse dogmatique fondée sur quelques certitudes immuables.

C. M. Lorenzo a sans doute raison de dire qu'un « triomphe de l'anarchisme espagnol entraînant l'effondrement de la légalité républicaine aurait provoqué à coup sûr contre lui la formation d'une coalition internationale allant de l'Union soviétique (suppression de toute aide en armes et en munitions) aux États occidentaux démocratiques (reconnaissance immédiate du gouvernement fasciste, blocus économique »³². » Le mouvement ouvrier international, et en

³¹ « L'Anarchisme et la révolution espagnole », juin 1937, dans *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18, p. 217.

³² C. M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, éditions le Seuil, p. 267.

particulier le mouvement ouvrier français largement influencé par les stalinien, aurait-il soutenu une révolution libertaire en Espagne qui se serait opposée par les armes aux communistes espagnols ?

En somme, Carillo n'avait pas tort lorsqu'il disait : « Nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde. » Si le constat est à peu près le même, la différence, et elle est de taille, réside dans le fait que la CNT et ses alliés – le POUM et dans certains cas l'UGT – ont mis en place des transformations révolutionnaires en dépit de la légalité républicaine, tandis que le parti communiste a utilisé la légalité républicaine pour *liquider* ces transformations.

Certes, les libertaires ont dû *de toute façon* affronter trois adversaires en même temps... La question, dans ces conditions – qu'il est facile de poser soixante-dix ans après – est : est-ce qu'il ne valait pas mieux tenter le coup ? Il est facile, lorsqu'on vit constamment « en plein délire d'identification avec la révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura, lorsqu'on traîne un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'Hiver, de reprocher aux libertaires espagnols de ne pas l'avoir fait. On peut, aujourd'hui, reprocher aux libertaires d'avoir fait une mauvaise analyse à la fois de la nature du stalinisme et de celle du républicanisme bourgeois.

On est, aujourd'hui, confondu par leur naïveté³³ : ils sont les seuls à avoir joué honnêtement le jeu de l'antifascisme. *Ils étaient les*

³³ *Solidaridad obrera* du 21 janvier 1937 évoque en termes lyriques l'arrivée, la veille, du premier bateau soviétique débarquant farine, sucre et beurre, quelque temps après que les communistes catalans aient provoqué la pénurie et le renchérissement des produits alimentaires en liquidant les comités ouvriers de ravitaillement (7 janvier), fournissant le prétexte d'accuser les anarchistes d'être les responsables de la pénurie : « Tout un peuple vibrait à cause de la signification profondément humaine de la première visite d'un autre peuple. La sensibilité rendait tribut à la solidarité. Ce messenger du prolétariat russe a apporté en Espagne quelques tonnes de

seuls authentiques antifascistes. Ils étaient les seuls dont l'objectif prioritaire réel était la liquidation du fascisme en Espagne sans préconditionner cet objectif à leur monopole du pouvoir. Au nom de l'unité antifasciste, la CNT, majoritaire en Catalogne, a accepté une chose *invraisemblable* : alors que les libertaires tenaient la rue, les usines, la terre, les transports, ils ont accepté, dans tous les organes de décision, une représentation *infinitement* moindre que celle correspondant à leurs effectifs réels, en gage de bonne foi...

Ce n'est pas *parce* que la classe ouvrière espagnole, derrière les anarchistes, était engagée dans la lutte contre le fascisme que la révolution sociale échoua, c'est parce que l'existence même du fascisme était le signe que la révolution sociale avait *déjà* échoué. Ce n'est pas en 1936 qu'on pouvait faire la révolution en Europe occidentale, c'était entre 1918 et 1922, et si des comptes doivent être demandés, c'est à ceux qui ont liquidé le mouvement révolutionnaire allemand.

L'antifascisme du prolétariat espagnol n'avait pas d'arrière-pensée, parce que la victoire de Franco signifiait leur mort, leur élimination physique, non pas en tant que catégorie conceptuelle mais en tant qu'êtres de chair et de sang, et c'est cela qu'a représenté la victoire de la rébellion franquiste : des centaines de milliers d'exécutions.

Il reste que l'expérience de la guerre civile espagnole montre les limites de l'antifascisme révolutionnaire.

produits alimentaires, offrande de ses femmes aux nôtres, aimables caresses des tout petits d'Orient aux enfants d'Ibérie... » etc. Le reste à l'avenant. Le quotidien de la CNT aurait pu préciser que ces produits étaient achetés au prix fort par l'or de la Banque d'Espagne que les Russes avaient récupéré, de même que le seront les armes, pour la plupart anciennes, livrées à l'Espagne et distribuées de façon très sélective.

